

2 Politique

Congrès extraordinaire de l'Union nationale

Casimir Oye Mba investi candidat à la candidature unique du Front

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Devançant très largement ses challengers, l'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba a été désigné porte-étendard de la formation politique dirigée par Zacharie Myboto.



Les trois candidats attendant les résultats.



Une phase du dépouillement.

AVEC 88,22% des suffrages exprimés, Casimir Oye Mba a été littéralement plébiscité, hier, au Noé Palace, par les militants de l'Union nationale (UN), comme candidat de leur formation politique à la candidature unique du Front à la prochaine élection présidentielle. Devançant très largement ses deux principaux challengers, le Mgr Mike Jocktane (10,83%) et Janvier Emegue Mengue (0,96%), au terme d'un vote démocratique et transparent. Pendant plus de trois heures d'horloge, les délégués, venus de l'ensemble des neuf provinces du pays, ont exprimé librement leur choix après avoir écouté, pendant vingt minutes, chacun des candidats.

Premier à s'expliquer selon un ordre alphabétique : Janvier Emegue Mengue. Inconnu du grand public,

vivant en France, il s'est défini comme étant le candidat de "l'interposition" en fondant son offre politique sur la "réalisation du rêve gabonais". "Une offre pragmatique, réaliste et originale" arc-boutée autour des valeurs de dignité, équité, solidarité et la démocratie.

A sa suite, Mgr Mike Jocktane, dans une intervention à forte tonalité religieuse, s'est dit déterminé à "restaurer l'ordre moral, en mettant le pouvoir au service des Gabonais tout en combattant de manière impitoyable la corruption". Il n'en fallait pas tant pour chauffer les militants. Lesquels, en dépit des rappels à l'ordre de la présidente du bureau du congrès, Paulette Mismambo, n'ont pu retenir leurs émotions au passage de Casimir Oye Mba. D'au-



Les militants de l'UN à l'entame des travaux.

tant que l'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba, à la différence de ses deux adversaires, a improvisé son propos. Parti-

culièrement critique à l'égard du pouvoir actuel, il s'est dit résolu à "maintenir l'UN au centre du jeu politique national". Et d'en

faire "la locomotive de l'alternance".

Pour ce faire, il a annoncé un certain nombre d'initiatives tendant à impulser

Agenda

Le mausolée Omar Bongo Ondimba ouvert au public

A l'occasion du septième anniversaire du décès du deuxième président de la République gabonaise, Omar Bongo Ondimba, le mardi 8 juin 2016, son mausolée, sis à Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué, sera exceptionnellement ouvert au public de 08 heures à 18 heures.

une démarche collective avec l'ensemble des candidats déclarés à l'élection présidentielle se réclamant de l'opposition. Notamment la rencontre des chefs d'État de la sous-région, des responsables de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap).

Après quoi, les 1009 votants ont été appelés à se prononcer. En choisissant soit un bulletin rose (Janvier Emegue Mengue), vert (Mike Jocktane) ou blanc (Casimir Oye Mba). Au terme de la fermeture des trois bureaux de votes à 18 heures 48, après dépouillement, l'ancien gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) s'est vu investir comme candidat de l'UN à la candidature unique du Front à la prochaine Présidentielle.

La Semaine de ...

Les médias au pilori

DISONS-LE d'entrée, la présente chronique sera un peu différente des précédentes. En ce sens que le principal sujet ici développé sera le rapport de l'"Observatoire de la couverture médiatique des élections Gabon 2016" (OCME-Gabon 2016), publié en page 13 dans l'Union du vendredi 03 juin dernier. Ce document analyse, sans complaisance, le paysage médiatique gabonais. La pertinence du contenu mérite que l'on y accorde un intérêt. Cela malgré son côté accusateur vis-à-vis des organes de presse et des hommes et femmes qui les animent. Il est vrai que l'actualité de la semaine écoulée était riche, par conséquent d'autres faits pouvaient bien aussi nous inspirer. C'est entre autres le cas du Conseil des ministres qui a arrêté une série de mesures dans le cadre de la lutte contre la vie chère dans notre pays, un phénomène face auquel le gouvernement peine à trouver des solutions efficaces et durables. Ce qui a d'ailleurs conduit certains compatriotes à exprimer un scepticisme quant à l'efficacité de ces dernières mesures, déplorant même que le gouvernement n'ait pas aussi regardé du côté des hommes qui animent les nombreuses administrations intervenant dans la chaîne relative aux prix des produits de première nécessité. Puisque certaines erreurs de casting y avaient été déplorées.

L'autre évènement qui aurait également pu susciter notre intérêt, est la mission d'observation pré-électorale de la délégation du National democratic institute (NDI). Il s'agit d'une organisation non gou-

vernementale qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde, en encourageant la participation des citoyens à la vie publique, la transparence et la responsabilité gouvernementale en matière de gestion publique. Cet organisme a séjourné dans notre pays à l'invitation du gouvernement gabonais. Sur place elle a rencontré le ministre de l'Intérieur, les différentes institutions concernées par le processus électoral, les leaders des principaux partis politiques et ceux de la société civile. De même, cette délégation a été reçue par le chef de l'Etat. La mission a bénéficié d'un financement du département d'Etat au titre du Fonds des libertés fondamentales.

Au terme de sa mission, NDI a animé une conférence de presse dans laquelle, ses membres ont exprimé leur satisfaction quant aux échanges eus avec leurs différents intervenants. Toutefois, ils ont formulé quelques recommandations à l'endroit des acteurs politiques gabonais. Dans cet ordre d'idées, on note : "Que des mesures concrètes soient prises pour renforcer la confiance des candidats et des partis politiques dans la fiabilité du fichier électoral par exemple par un audit dont les résultats seront rendus publics"... Il faut rappeler que l'Union nationale avait émis cette idée en son temps.

Toujours au titre des évènements ayant marqué l'actualité de la semaine écoulée, on cite la sortie d'un mouvement citoyen dénommé "Témoins actifs". Présenté par ses inspirateurs comme étant "la réponse

de la confédération syndicale Dynamique unitaire face aux enjeux des élections présidentielle et législatives d'août et décembre prochain". Cette structure, a dit Jean Remy Yama, "lutte pour une élection transparente, la stabilité du pays, la mise hors d'état de nuire de tous ceux qui part leur comportement voudraient conduire notre pays vers un bain de sang". Voilà qui est dit. Reste à savoir comment ils vont procéder concrètement sur le terrain.

Citons aussi la conférence de presse de Raymond Ndong Sima au cours de laquelle il a présenté son projet de société : "La voie d'une saine prospérité : mes valeurs, ma conception de la politique et mon ambition pour le Gabon".

Du Rapport de l'OCME-Gabon 2016

Soulignons que l'OCME fonde son observation sur le respect des dispositions de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance signée par le Gabon mais pas encore ratifiée. Conformément à cet acte, l'Etat gabonais s'est engagé à œuvrer pour un accès équitable aux médias de tous les candidats et partis politiques. Tout comme le respect de la Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique (2002) prescrivant le respect de l'impartialité dans la couverture par les médias du processus électoral.

L'OCME rappelle que "pour une élection véritablement démocratique, la couverture médiatique doit être loyale, équitable et impartiale, afin que les électeurs puissent être

informés de toute la panoplie des programmes politiques proposés." La période observée ici va du 1er mars au 20 avril.

Selon le rapport de l'OCME-Gabon 2016, "durant cette période, les médias tous bords confondus ont couvert les activités politiques en violant le principe d'impartialité". Dans son analyse, cette structure relève "la très forte dépendance des médias par rapport aux acteurs politiques, sources d'information non diversifiées, confusion entre journalisme et militantisme, parti-pris des médias audiovisuels publics au profit du parti au pouvoir, etc." Elle note aussi le manque de professionnalisme des journalistes, "la confusion du métier de journaliste avec celui de publicitaire ou de propagandiste, le traitement non équilibré des informations, etc."

En outre dans son classement du niveau moyen de violation du principe d'équilibre et d'impartialité par chaîne, l'OCME-Gabon 2016 classe TV+ en tête, suivi de RTN, Gabon Télévision, Télé Africa et Radio Gabon en dernière position. S'agissant de la presse écrite, L'Union arrive en tête, suivi de Nku'u Le Messenger, La loupe, L'Aube ; et Echos du Nord, en dernière position.

Comme quoi, ce rapport présente les médias comme un boulet en matière de développement de la démocratie dans notre pays. Il y a de quoi en rougir. "L'échec fortifie l'homme", dit-on. A nous de savoir réagir positivement.